

Le MR ne vote plus Républicains

Sarkozy ou Juppé ? La tendance chez les bleus francophones belges, c'est plutôt le ni-ni

Vu l'importante communauté française résidant à Bruxelles, la course à l'Élysée passe aussi par la Belgique. Particularité de cette présidentielle française, c'est à droite qu'une primaire est organisée.

Après Nicolas Sarkozy la semaine dernière, c'est Alain Juppé qui venait présenter son dernier livre - *Pour un Etat fort* - à Bruxelles. Sur le campus de l'ULB, le favori des sondages pour représenter la droite française lors du scrutin d'avril 2017 était en campagne. Pour nos édiles politiques, ce genre de visite peut être l'occasion de s'afficher en bonne compagnie, éventuellement d'échanger et de rendre public son « soutien » à celui que l'on espère voir gagner (lire ci-contre).

Sur l'échiquier politique belge francophone, c'est le MR qui est le parti le plus proche des Républicains. Même si, au Parlement européen, ils ne siègent pas dans le même groupe. Et que dans les rangs du MR, rares sont ceux qui soutiennent encore l'ex-président français. Parmi la dizaine de personnalités du parti que nous avons contactées, c'est plutôt la gêne ou le rejet qui dominant. Il est loin le temps où Didier Reynders, président de parti, soutenait publiquement le candidat Sarkozy. C'était en 2007. Même lui prend - politiquement - ses distances. S'il s'affichait encore à ses côtés en janvier dernier à Anvers, « c'est uniquement pour les liens fraternels qui le lient à lui, et qui datent de la période où ils étaient tous deux ministres des Finances (2004, NDLR), cela n'a rien de politique, il ne soutient pas plus l'un que l'autre », explique son porte-parole, David Maréchal.

Aujourd'hui au MR, Sarkozy n'est plus en odeur de sainteté. Le sentiment qui règne est résumé par ce cadre du parti : « Si on a bien aimé le Sarkozy de 2007, on a moins aimé celui de 2012.

Mais si on leur demande de choisir, l'immense majorité des élus pencherait pour Juppé. »

Sauf peut-être Alain Destexhe. Et encore. Il n'irait plus jusqu'à créer un comité de soutien comme il l'avait fait en 2012, en compagnie d'une série de parlementaires libéraux parmi lesquels Denis Ducarme, Jean-Luc Crucke. Ces deux derniers ont clairement pris leurs distances avec les Républicains. Sarkozy, Alain Destexhe, lui, veut encore y croire. Mais se dit sceptique. « La façon dont il a géré la France, son côté bling-bling... » A sa décharge, il a essuyé la crise financière, rappelle-t-il. Il est, avec l'échevin montois Georges-Louis Bouchez, l'un des rares libéraux à s'être déplacé pour la séance de dédicaces de son nouveau livre - *La France pour la vie* - la semaine dernière à Bruxelles. Il est aussi venu écouter Juppé ce mercredi soir - « ça m'intéresse de l'entendre », dit-il, même si « sur le plan des idées, je me sens plus proche de Sarkozy. Juppé me laisse de grosses interrogations. Par exemple sur le communautarisme. Il n'est pas clair ». Sur ce point, précise-t-il, il voterait... Valls. « Et puis je me méfie de l'effet de mode. Juppé, c'est le candidat de la gauche et des médias. » Du Destexhe dans le texte.

De son côté, Louis Michel affiche clairement sa préférence pour Alain Juppé. Ce n'est pas de « l'anti-Sarko », tient-il à

souligner. L'eurodéputé rappelle que, comme de nombreux autres au MR, il l'avait encore soutenu en 2012. « Je partage pas mal d'idées avec lui. Mais dans le contexte actuel, la France a besoin d'une personnalité qui rassemble, au-delà des clivages politiques. » A ce titre, Alain Juppé, avec sa personnalité « sobre, modérée, son grand sens de l'Etat », lui semble représenter la meilleure alternative. « Ce n'est pas une

question d'affection personnelle, mais de programme et de contexte », précise-t-il.

Boris Dillies, échevin à Uccle et député régional, est un fervent admirateur de l'ancien Premier ministre français depuis de nombreuses années. Il l'a déjà rencontré. La photo immortalisant l'en-

trevue dans son bureau de la mairie de Bordeaux est d'ailleurs épinglée en tête de son profil Twitter. « Je le soutiens depuis la campagne présidentielle de 1995. Tout le monde avait lâché Chirac, sauf lui », se rappelle-t-il. Il ne tarit pas d'éloges à son égard. D'origine française, Boris Dillies fait d'ailleurs partie du « comité Juppé » de Belgique. « J'ai modestement contribué à le faire venir ce mercredi à Bruxelles », glisse-t-il.

« Pas de liens avec les Républicains »

La présidence des bleus préfère garder ses distances. Olivier Chastel ne soutient ni l'un ni l'autre. Son porte-parole, Christophe Cordier, glisse : « Notre parti frère, c'est plutôt l'UDI (Union des démocrates et indépendants, parti de

Jean-Louis Borloo, centre-droit, NDLR), et au Parlement européen, nous sommes dans le groupe libéral avec le Modem de Bayrou. Nous n'avons pas vraiment de liens avec les Républicains. » Motif ? La dérive « droitière et conservatrice » de l'ex-UMP de Sarkozy en a refroidi plus d'un, explique-t-il. Opposition au mariage pour tous, positions très dures sur l'immigration : « Ce n'est plus un parti libéral », constate-t-il. Le chef de groupe à la Chambre, Denis Ducarme, ne dit pas autre chose. Le député wallon Jean-Luc Crucke non plus, même s'il souhaite une victoire de la droite en 2017. Mais Sarko n'est plus une référence pour le MR, et son parti non plus. ■

CORENTIN DI PRIMA

Les soutiens belges des deux candidats



DÉCODAGE

Un effet d'aubaine

Quand l'occasion se présente, les hommes politiques belges résistent rarement à la tentation de s'afficher avec un confrère français de haut niveau de la même famille politique. Simple élément « sympa » sur un blog ou une page Facebook ? Réelle plus-value électorale, de nature à asseoir une crédibilité ? Ou petite boursoufflure égotique qui peut se retourner contre son auteur ?... « On est dans le marketing politique, répond Pierre Verjans, politologue à l'ULg. On a vraiment quitté la logique de démocratie de partis pour rentrer dans la démocratie du public - au sens "public théâtral". Il y a évidemment quelque chose qui tient du contenu programmatique : on imagine mal Armand De Decker se faisant prendre en photo avec Jean-Luc Mélenchon... Mais pour l'essentiel, c'est de la surcommunication immédiate. » Mais quel est l'intérêt, pour le politicien belge, de prendre position

dans le débat français ? « Il y a un effet de prestige, singulièrement vis-à-vis de la France, dont les hommes politiques sont très connus chez nous, répond Pierre Verjans. Pour un homme politique qui veut simplement être sûr que l'électeur ne l'oublie pas entre deux élections, il peut y avoir un gain symbolique, tandis que le coût négatif est presque nul. »

Pour Pascal Delwit, politologue à l'ULB, il convient tout de même d'apporter deux nuances. La première tient au niveau de la personnalité politique. Pour un ministre belge en exercice, faire un selfie avec un candidat à l'investiture républicaine française pourrait avoir un côté pathétique... « En revanche, estime Pascal Delwit, pour des personnalités politiques de statut intermédiaire, ou pour des jeunes qui essayent de percer, cela peut aider à crédibiliser son statut auprès d'électeurs potentiels, voire même au sein du parti. Bien sûr, le risque est toujours d'être raillé par des adversaires sur Facebook ou sur Twitter, mais en

général, sur Facebook en tout cas, les gens qui sont amis avec vous sont généralement d'accord avec vous... »

Le deuxième élément à intégrer, c'est le contexte. Ainsi, en 2007, quand Nicolas Sarkozy était au faite de sa popularité, plusieurs rencontres ont été organisées devant les caméras avec des politiques belges - notamment avec Didier Reynders, mais pas uniquement... « Là on est dans : "J'associe mon nom, ma personnalité à quelqu'un qui est dans le vent, à quelqu'un d'important", précise Pascal Delwit. Alors qu'en 2007, même certains responsables socialistes belges se sont demandé s'il était important d'être présent quand Nicolas Sarkozy était à Bruxelles... Mais en 2012, c'était déjà moins le cas, sa cote de popularité ayant chuté. Et aujourd'hui, c'est encore moins évident : il n'est plus que l'un des candidats, et sans doute pas le mieux placé, pour la primaire ; et puis il a été appelé plusieurs fois devant les juges, etc. »

WILLIAM BOURTON